

JEUDI 29 JANVIER 2015

POLITIQUE

Dominique Lévêque repart

Dominique Lévêque, conseiller général PS, brigue un 4^e mandat aux prochaines élections départementales. Sa priorité : l'action sociale.

L'ESSENTIEL

- ▶ Le canton Épernay 1 a été revu et corrigé. Il englobe désormais la communauté de communes de la Grande Vallée de la Marne, ainsi que les villages de Cumières, Mardeuil et Magenta.
- ▶ A Épernay, il comprend les quartiers de La Villa, Belle-Noue et Bernon.
- ▶ Le nouveau canton compte quelque 27 500 habitants.

J'ai décidé de repartir parce que l'on vit une période difficile mais exaltante.» Dominique Lévêque, conseiller général PS, maire d'Ây et président de l'intercommunalité de la Grande Vallée de la Marne qui plus est, se présente pour un 4^e mandat aux élections départementales des 22 et 29 mars et ce, sur le canton Épernay 1. Cet élu d'expérience s'est allié avec Marie-Christine Bression, 54 ans, conseillère municipale à Mardeuil, conseillère communautaire à Épernay Pays de Champagne. Cette femme est spécialisée dans le social, l'une des compétences du Département. Assistante sociale en entreprise, elle a notamment dirigé la crèche d'Ây, le Centre communal d'action sociale d'Ây, puis le Centre intercommunal d'action sociale de la Grande Vallée de la Marne, ainsi que le pôle enfance de



Corine Demotier, Julien Barby, Marie-Christine Bression et Dominique Lévêque.

l'APEI d'Épernay. Sans oublier son poste d'administratrice à la CAF de la Marne. « Je compte amener au conseil général des réflexions sur le social émanant du terrain », précise-t-elle.

« Le renouveau »

Leurs suppléants : Julien Barby, 35 ans, secrétaire de la section PS à Épernay, chef d'entreprise ; et Corinne Demotier, 54 ans, maire de Germaine, conseiller communautaire à la Grande Vallée de la Marne, vice-présidente du Parc naturel régional de la montagne de Reims. « Nous représentons le renouveau », indique Julien Barby, le

sourire aux lèvres.

Quels projets comptent-ils développer sur le canton ? « On a des secteurs à privilégier comme l'action sociale », lance Dominique Lévêque. L'élu dénonce la baisse des subventions du Département aux associations de solidarité comme le Secours populaire français alors qu'elles « œuvrent pour l'action sociale ». Autres axes à privilégier selon lui : « le développement durable » ainsi que « la mutualisation des moyens ». « L'argent public va être rare. Il faut donc encourager les territoires, qui vont de l'avant, à mutualiser leurs efforts, à innover. »

STÉPHANIE GRUSS